N° 1996-0460 - Environnement, propreté, eau et assainissement - Pierre Bénite - Usine d'épuration - Etudes en vue de la modernisation de l'usine d'épuration - Acceptation du dossier - Appel d'offres restreint - Direction de l'eau -

Le Conseil,

Vu le rapport du 31 janvier 1996, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Je vous soumetts un dossier relatif aux études en vue de la modernisation de l'usine d'épuration à Pierre Bénite.

Le devis estimatif des études s'élève à la somme de 1 400 000 F HT se décomposant ainsi :

- montant estimé des études	1 360 000 F
- somme à valoir pour imprévus et variation des prix	40 000 F
- montant total HT	1 400 000 F
- TVA 20,60 %	288 400 F
- montant total TTC actualisation comprise	1 688 400 F

Cette opération comprendrait la réalisation d'une étude incluant :

- la mise en oeuvre et l'exploitation de pilotes pour essais de traitement des eaux usées,
- les analyses complémentaires,
- les rapports et les synthèses de prospective.

Ces études sont destinées à déterminer les types de traitement à mettre en oeuvre dans le cadre de la modernisation et de la mise aux normes de l'usine d'épuration à Pierre Bénite.

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a donné son accord sur la procédure énoncée ci-dessous le 22 août 1995 ;

B - Propose d'accepter le dossier qui lui est soumis, de l'autoriser, d'une part, à accepter l'offre retenue pour valoir acte d'engagement et à accomplir tous les actes afférents au marché, d'autre part, à solliciter l'aide de l'Agence de l'eau ainsi qu'à signer la convention à intervenir, enfin de fixer le mode d'attribution de ces études ainsi que l'imputation de ladépense ;

C - Précise que les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 du 25 septembre 1995 ;

Vu ledit dossier ;

Vu les articles 279, 295, 298 bis à 300 bis et 313 du code des marchés publics ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Ouï l'avis de sa commission environnement, propreté, eau et assainissement ;

DELIBERE

1° - Accepte le dossier qui lui est soumis.

2° - Décide :

a) - de confier ces études à une entreprise spécialisée, désignée à la suite d'un appel d'offres restreint sur offres de prix, conformément aux dispositions des articles 279, 295, 298 bis à 300 bis et 313 du code des marchés publics,

b) - que les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 du 25 septembre 1995.

3° - Autorise monsieur le président à :

a) - accepter l'offre retenue pour valoir acte d'engagement et à accomplir tous les actes afférents au marché,

b) - solliciter l'aide de l'Agence de l'eau et à signer la convention à intervenir.

4° - La dépense de 1 400 000 F HT sera prélevée sur les crédits inscrits au budget annexe de l'assainissement - exercice 1996 - budget primitif - article 238-310 - affaire n° 95-5646-0400 - dossier n° 2 677-93.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,